

Intégrer le peuple dans les institutions et la vie politique

I. Un peu de contexte : quel est le problème ?

La **démocratie** est appréhendée en France dans sa dimension purement majoritaire et **se voit réduite à l'acte formel électoral**. Il existe une **déconnexion des sphères politique et sociale**. Il faut repenser de nouvelles formes de concrétisation démocratique.

- Il existe une **crise de confiance** des citoyens envers leurs gouvernants et des gouvernants envers les citoyens. D'un côté, les **citoyens demandent à être associés au processus d'élaboration de la loi**, de l'autre ils rejettent le système représentatif et désertent les urnes. La participation exceptionnelle lors des élections législatives de 2024 s'inscrit dans une dynamique contestataire, marquant la montée en puissance de l'extrême droite.
- La crise des gilets jaunes, les manifestations historiques contre la réforme des retraites, la restriction du débat parlementaire par le recours excessif et déraisonnable au 49.3, la dissolution précipitée sont autant de marqueurs attestant la **vision démocratique top-down à la française**, basée sur un rapport descendant et exclusivement majoritaire. Dans ce contexte, la défiance grandissante des citoyens aboutit à la poussée de l'extrême droite.

L'essoufflement démocratique se manifeste par une fracture entre représentants et représentés. Il est urgent de redonner du pouvoir d'agir aux citoyens pour dépasser cette crise de confiance.

II. Que propose-t-on ?

1. Instaurer un cadre démocratisant

- **Améliorer la représentativité.** Injecter une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale. Repenser l'élection du Président de la République au jugement majoritaire. Poursuivre l'effort de la création d'une chambre du futur en démocratisant le CESE avec l'ajout d'un collège composé de citoyens tirés au sort.
- **Repenser le calendrier électoral.** Revenir sur la réforme du quinquennat de 2000 ayant réduit le mandat présidentiel de 7 à 5 ans ou chercher à modifier le calendrier des législatives de façon à découpler l'élection présidentielle et législative.
- **Instaurer un mécanisme de contrôle citoyen.** Introduire un mécanisme de type *veto* dans une phase post-parlementaire. Dans une courte période postérieure à leur adoption et avant leur entrée en vigueur, les lois pourraient, à la demande d'un certain nombre d'électeurs (500 000), faire l'objet d'un référendum portant sur leur entrée en vigueur.

2. Inclure le citoyen directement dans le processus d'élaboration de la loi et des politiques publiques

- **Promouvoir la démocratie délibérative.** Démocratiser les conventions citoyennes en permettant leur déclenchement par les citoyens. **Militer pour la systématisation du droit d'amendement citoyen** et proposer la création d'un « rapporteur citoyen » chargé d'en défendre les amendements ayant atteint un certain seuil (*a minima* 10 000 soutiens pour éviter l'éventuelle pression des lobbies).
- **Faciliter l'exercice référendaire.** Simplifier le référendum d'initiative partagée à la fois sur ses modalités d'adoption via l'abaissement du seuil de signatures à un million mais aussi sur son mode de déclenchement : que les citoyens puissent être à l'initiative de la proposition, appuyés par des parlementaires et non exclusivement l'inverse.
- **Insuffler la démocratie au niveau local. Intégrer aux plans nationaux un critère de co-construction des projets avec les citoyens.** Les collectivités territoriales disposent de nombreux plans nationaux pour les accompagner dans leur action. Il pourrait être question de conditionner leurs subventions à la délibération avec les citoyens.
- **Créer une ressource d'ingénierie locale de la participation citoyenne.** Les collectivités qui disposent des moyens les plus faibles ne sont actuellement pas en mesure d'assurer leur transition démocratique. Pour faciliter le renouveau démocratique sur l'ensemble du territoire, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pourrait, en partie, financer des postes d'ingénierie de la participation mutualisés entre plusieurs collectivités à faibles moyens.

Ce que dit le programme du Front Populaire à ce sujet :

- Abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions :
 - Instaurer la proportionnelle
 - Revitaliser le parlement
 - Abroger le 49.3
 - Défendre la décentralisation effective en renforçant la démocratie locale dans l'unité de la République
- Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et renforcer le référendum d'initiative partagée en abaissant notamment le seuil de signatures citoyennes pour son déclenchement
- Passer à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante citoyenne élue

III. Que peuvent y gagner les citoyens ?

- **Restaurer la confiance** dans les institutions en redonnant du pouvoir d'agir aux citoyens.
- **Assurer une meilleure représentativité** des préférences politiques des citoyens.
- Irriguer la confection de la loi et des politiques publiques d'une **dynamique vertueuse** : plus le débat est nourri, plus les citoyens sont associés, plus la légitimité de la norme s'en trouve renforcée.

IV. Pourquoi l'extrême-droite n'est pas la solution ?

Le renouveau démocratique est en marge du programme du Rassemblement National, lequel se borne exclusivement à mentionner le référendum, restreignant la marge de manœuvre du citoyen réduit au choix binaire captif du oui/non.

Le référendum en tant que tel ne suffira pas à rétablir le lien de confiance des citoyens envers les institutions. Une mécanique démocratisante s'impose pour accompagner et révéler le plein potentiel de cet outil.

V. Pour aller plus loin dans la réflexion

- [Réveiller la démocratie](#)
- Note de Benjamin Morel : "Une nouvelle République des citoyens" : <https://institut-rousseau.fr/une-nouvelle-republique-des-citoyens/>
- Note de David Stoleru et François Expert : "Institutions : 10 propositions pour un programme commun" : <https://institut-rousseau.fr/institutions-10-propositions-pour-un-programme-commun/>
- Note de Beverley Toudic : "Le coronavirus, des enseignements à tirer pour sortir d'une démocratie déjà confinée" : <https://institut-rousseau.fr/le-coronavirus-des-enseignements-a-tirer-pour-sortir-dune-democratie-deja-confinee/>